Délais de paiement : Bercy intensifie les contrôles sur les entreprises et les sanctions

Les Echos relaie le communiqué de la DGCCRF publié hier dressant un bilan à mi-année de son action sur la question des délais de paiement, érigée en priorité par Bercy. La DGCCRF a légèrement augmenté le nombre de ses contrôles et surtout amélioré leur ciblage, détaille le quotidien, et indique concentrer désormais ses contrôles sur les entreprises les plus susceptibles de réaliser des retards de paiement, notamment les plus grandes. En conséquence, davantage de procédures de sanction ont été lancées et le volume des amendes distribuées a fortement augmenté. Comme les années précédentes, les mauvais élèves, ayant reçu les amendes les plus fortes, sont épinglés publiquement par Bercy. Alors que la loi fixe un plafond de 2 millions d'euros aux amendes infligées par l'administration sous ce motif, le gouvernement souhaite aller plus loin. Le 11 juillet, Véronique Louwagie a annoncé vouloir rehausser ce plafond jusqu'à 1 % du chiffre d'affaires mondial. Une volonté confirmée par le Premier ministre le 15 juillet. Cette ambition, qui nécessite une inscription dans la loi, pourrait survivre à une éventuelle démission du gouvernement. Selon Les Echos, Olivier Rietmann (LR) prévoit de commencer la semaine prochaine un cycle d'auditions afin de déposer au mieux fin septembre une PPL sur le sujet, dont l'une des pistes consiste à augmenter le plafond de sanction jusqu'à 1 % du chiffre d'affaires. (Les Echos, p.5)